

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Français-immigrés, solidaires !

Appel commun du PCML et du PCRml

«**F**RANÇAIS-immigrés solidaires » : voilà bien un mot d'ordre d'une actualité brûlante, au moment où les lois Barre-Bonnet-Stoléru-Boulin vont être à nouveau soumises au Parlement.

Ces lois qui livraient à l'arbitraire administratif et policier toute une partie de la population - quatre millions d'immigrés ! - sont l'une des pièces maîtresses du dispositif que met en place la bourgeoisie de notre pays pour poursuivre le redéploiement et la restructuration économique sur le dos des travailleurs, pour affaiblir, pour mieux briser la résistance de ces derniers.

Une partie livrée à l'arbitraire, c'est une arme pour écraser le tout.

L'arbitraire pour une partie, c'est une menace pour la liberté de tous !

Solidaires : Français et immigrés doivent l'être contre ce projet dont les premières applications, avant la lettre, donnent un avant-goût sans équivoque.

Pour les centaines, les milliers de travailleurs immigrés en lutte dans leurs foyers pour des conditions de logement matérielles et démocratiques décentes, jetés à la rue sur ordre du gouvernement, pour leurs délégués menacés d'expulsion pour diffusion de tracts qualifiés de « troubles à l'ordre public », pour tous ceux en butte aux contrôles, aux rafles, aux brutalités policières, à Marseille, Lyon, Paris ou ailleurs :

Pour tous ceux que frappent les exactions racistes que ces lois encourageraient et multiplieraient :

Pour eux qui sont déjà les premiers dans les vagues de licenciements, que ces lois priveraient totalement de la moindre sécurité d'emploi, affaiblissant du même coup la capacité de l'ensemble des travailleurs à résister aux licenciements :

Pour eux tous, la solidarité est déjà une question pratique de portée immédiate.

Français-immigrés solidaires : la bataille pour briser le projet scélérat est une bataille de première importance pour toute la classe ouvrière, pour tous les travailleurs.

Nos deux Partis, le PCML et le PCRml ont décidé de mener ensemble cette bataille et d'y prendre toute leur place aux côtés des autres forces opposées au projet gouvernemental.

Ils prendront des initiatives à tous les niveaux pour le combattre : démarches auprès des parlementaires, manifestations au moment des discussions aux Assemblées et s'associeront à d'autres initiatives prises dans le même sens.

Nos militants seront actifs et en particulier dans leurs syndicats pour contribuer à la plus large mobilisation unie des travailleurs. L'action au moment de la discussion parlementaire a certes son importance. Mais elle ne suffira pas.

Suite page 3

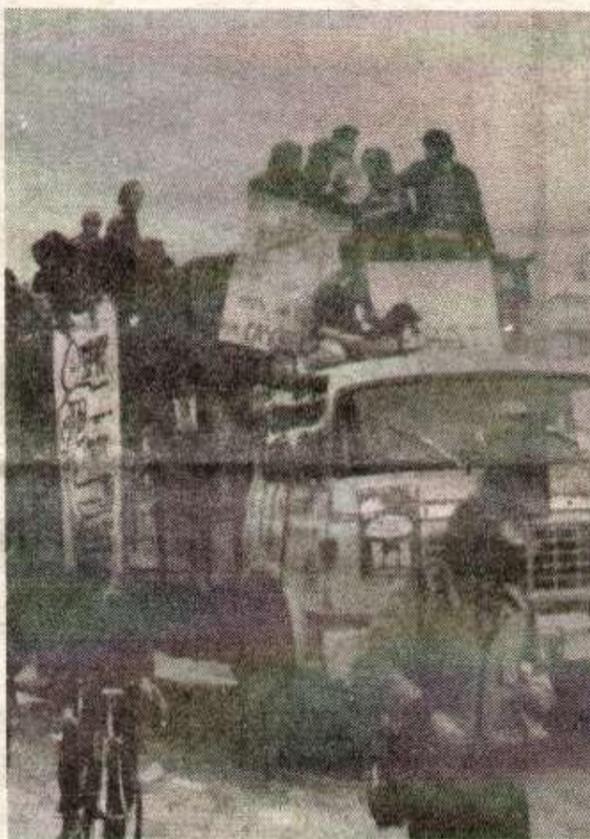
SYNDICAT

Les entretiens de Matignon contre l'action unie

Voir page 4

Grève reconduite à l'Alsthom-Belfort

Un conflit qui prend une dimension nationale



Manifestation des travailleurs de l'Alsthom-Belfort.

Voir page 3

CHINE

«Ce que veut le peuple»

A QUELQUES jours de la visite en France du président Hua Guofeng et au lendemain de la grande première que fut sa conférence de presse dimanche, les nombreuses émissions en particulier à la télévision qui se multiplient ces jours-ci vont sans aucun doute permettre aux Français de découvrir de nombreux aspects de la Chine d'aujourd'hui et d'en mieux connaître les problèmes.

Interview d'un peintre « contestataire », visite d'une prison, discussion avec des étudiants, des artistes, des sportifs : la télévision française a visiblement une grande liberté pour pénétrer partout.

La Chine s'ouvre : les images nous le montrent. Et cette ouverture sur l'extérieur est le

pendant de l'élargissement de la démocratie intérieure.

« Nous voulons libérer les esprits », disait mardi soir 2 octobre, à l'émission *Question de temps* sur Antenne 2, un vieux professeur de l'Institut de langues étrangères de Shanghai. Et au journaliste qui lui demandait en substance si cette ouverture, sur l'Occident en particulier, ne présentait pas des risques pour le système socialiste en Chine, le vieux professeur répondait : « Le peuple la veut cette ouverture » et affirmait sa confiance dans l'avenir « parce qu'une politique qui correspond à ce que veut le peuple, réussit », une politique qui n'y correspond pas échoue.

Après les dix années de fermeture (au temps de ce que les Chinois appellent la bande des quatre), la politique

actuelle est sans aucun doute un succès pour les Chinois. Elle permettra aussi aux Fran-

çais de mieux découvrir et comprendre la Chine.

G.C.



Hua Guofeng visitant une usine textile pékinoise.

Nouveaux succès pour la diplomatie palestinienne

VENDREDI 5 octobre à Ankara, capitale de la Turquie, Yasser Arafat a inauguré le bureau de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). A cette occasion, on avait décoré les lieux avec de petits drapeaux palestiniens sur lesquels était écrit en anglais cet extrait du discours d'Arafat à l'ONU en 1974 : « *Aujourd'hui, je suis venu avec une branche d'olivier dans une main et le fusil d'un guerillero dans l'autre : ne permettez pas que la branche d'olivier tombe de ma main* ».

Dans son discours, Yasser Arafat a notamment mis l'accent sur sa volonté de rencontrer des dirigeants occidentaux pour leur demander leur appui en vue de faire face « *aux sauvages agressions israéliennes dans les territoires occupés et contre les peuples libanais et palestiniens au Sud-Liban. Les Israéliens persistent à violer le cessez-le-feu* », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, à Madrid, le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Pahr, qui accompagne le président de la République autrichien-

ne en voyage officiel en Espagne, a déclaré à la presse à propos de la reconnaissance de l'OLP : « *Nous voyons chaque jour que le monde a la ferme conviction que sans cette reconnaissance, il n'y a pas de solution* ».

De son côté, dans une déclaration publiée le samedi 6 octobre par le quotidien jordanien *Al Destour*, le ministre belge des affaires étrangères, M. Simonet, a dit que « *les accords de Camp David ne peuvent pas, à eux seuls, conduire à un règlement de la crise au Proche Orient. Ils doivent être suivis par d'autres efforts pour faire participer aux négociations toutes les parties concernées, y compris l'OLP* » et il a ajouté que la Belgique envisage de « *participer activement* » aux efforts internationaux pour résoudre pacifiquement le problème du Proche Orient. Notons enfin à ce propos que M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, a accepté l'invitation du gouvernement belge de se rendre à Bruxelles.

HB

FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le tiers-monde demande des comptes

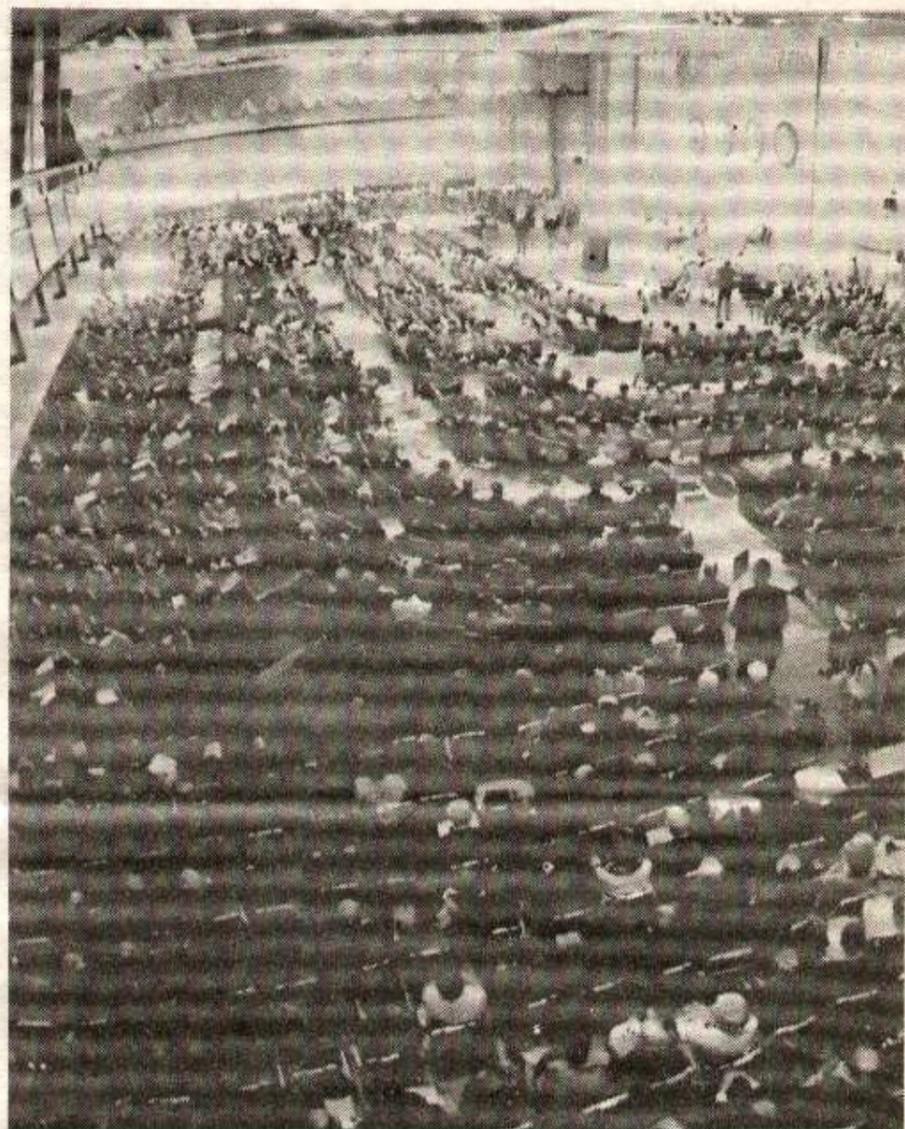
L'ASSEMBLEE annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale s'est ouverte à Belgrade le 2 octobre. Au moment où les remous monétaires, avec les soubressauts continus du dollar en baisse constante et symétriquement la hausse de l'or, font rage ; au moment où les pays du tiers monde voient les recettes tirées de la vente de leurs matières premières fluctuer d'autant (puisque payées en dollars), les pays du tiers monde viennent de préparer un rapport commun pour imposer tous ensemble au Fonds monétaire international (FMI) leurs revendications. Mais tout d'abord, qu'est-ce que le FMI ?

QU'EST-CE QUE LE FMI ?

Ce sont les accords de Bretton Woods, en 1946, instaurant le dollar comme monnaie internationale et consacrant, par là, sa suprématie, qui créèrent le FMI. Il s'agit là d'une sorte de caisse commune qui a pour but principal de prêter à ses membres la monnaie qui leur fait défaut pour réduire le déséquilibre de leur balance des paiements.

De soixante membres en 1956, il en compte aujourd'hui plus de cent vingt et son capital est passé de 9,2 milliards de dollars en 1958 à 23 milliards de dollars en 1979. Chaque pays-membre doit verser une contribution proportionnelle à peu près à sa part du commerce mondial : c'est le quota (1/4 en or ; le reste en monnaie du pays). Et pour chacun des pays membres, le vote des décisions prises par le Fonds dépend du quota que le pays a versé — donc, puisque le quota en dépend — de ses capacités financières et de sa part dans le commerce international.

En conséquence, les pays qui y jouent un rôle de premier plan sont les USA dont le quota excédait, en 1977, 4,1 milliards de dollars, l'Angleterre dont la part était, en 1977, 1,95 milliard de dollars et la France et l'Allemagne de l'Ouest qui disposaient, toujours en 1977, de 785,5 millions de dollars. Résultat : les USA ont 26,6 % des voix, l'Angleterre 12,7 % tandis que les pays du tiers monde ont un nombre de voix qui est égal à celui que détiennent à eux-seuls les USA. Une telle influence prépondérante, des USA et autres pays capitalistes occidentaux a, bien sûr, une incidence directe sur l'octroi de prêts au tiers monde : cela se traduit le plus souvent par une ingérence pure et simple dans les affaires de ces pays. Par exemple, les USA ont opposé de 1970 à 1975 leur veto aux demandes de crédit du Pérou, tandis qu'ils n'ont



Une assemblée du Fonds monétaire international.

pas lésiné pour accorder au tyran Somoza un prêt de 65,7 millions de dollars.

Aujourd'hui, à l'occasion de la réunion annuelle du FMI, les pays du tiers monde sont unanimes pour faire entendre leur voix d'un seul chœur face au FMI.

L'UNANIMITE DU TIERS MONDE FACE AU FMI

Une réunion préparatoire des cent vingt pays du tiers monde formant le « groupe des 77 » vient de préparer un programme commun de revendications devant servir de base à la discussion lors de cette assemblée.

Selon ce rapport, les pays du tiers monde non producteurs de pétrole connaissent un déficit extérieur en 1979 de 43 milliards de dollars, chiffre qui devrait atteindre 53 milliards en 1980. Ce rapport met l'accent aussi sur l'importance des concours directs offerts par les pays producteurs de pétrole de l'OPEP : leur aide a représenté 2,8 % de leur production nationale brute (ensemble de la production du pays) contre seulement 0,32 % pour les pays capitalistes développés. D'autre part, ils ont décidé de passer des contrats directs d'Etat à Etat entre eux pour leurs matières premières. S'appliquant aussi au pétrole, ces

contrats pourraient donc permettre à certains pays du tiers monde d'éviter de s'approvisionner en pétrole auprès des firmes multinationales au prix fort ou encore sur le marché spéculatif de Rotterdam. La tentative de la part des pays impérialistes de diviser le tiers monde entre producteurs et non producteurs de pétrole semble bien mal engagée !

CE QUE LE TIERS MONDE EXIGE

Les pays du tiers monde demandent que soient liées les discussions sur les problèmes monétaires et celles sur les problèmes touchant les prix des matières premières et l'aide au développement.

Subissant une détérioration des termes de l'échange, qui consiste à ce que les pays impérialistes achètent à bas prix leurs matières premières et leur revendent les produits manufacturés à des prix très élevés. Affectés gravement par l'instabilité du dollar, ils n'ont aucune garantie de stabilité des recettes tirées de la vente de leurs produits de base érodées par l'inflation et la baisse constante du dollar.

Face à cela, ils réclament :

— La création d'un système de financement à moyen terme au sein du FMI, sans conditions, visant à résorber les déficits dus aux « fluctuations monétaires et à la dégradation des termes de l'échange ».

— La création d'un système de financement à long terme pour les achats de biens d'équipement.

— L'allongement des délais de remboursement des prêts, compte tenu de la dégradation des conditions économiques générales dans le monde.

— Une augmentation de 40 millions du capital de la Banque mondiale (permettant donc un accroissement des crédits).

Ils exigent enfin de meilleures conditions d'octroi de crédit qui préservent en même temps leur indépendance. En effet, la première tranche de crédit (25 %) est accordée sans condition. A-delà, le Fonds se réserve un droit de regard sur l'utilisation des crédits qu'il a accordés. Les pays du tiers monde demandent que soit élargie à 50 % cette première tranche de crédit octroyé sans condition.

On le voit, cette réunion du Fonds monétaire international est une occasion pour le tiers monde de s'unir pour opposer des revendications communes.

Catherine LEMAIRE

MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Réunion : un mouvement pour l'indépendance

L'ORGANISATION communiste marxiste-léniniste de La Réunion (OCMLR) vient de décider sa transformation en MPLR : Mouvement populaire pour l'indépendance de La Réunion (Mouvement populaire pour l'indépendance de La Réunion). Il se fixe comme objectif de rassembler les indépendantistes progressistes du pays quelles que soient leurs opinions philosophiques ou religieuses sur le programme minimum suivant :

- Révolution agraire selon le principe : « *La terre à ceux qui la travaillent* ».
- Nationalisation des industries sucrières et des quelques grandes industries existantes.
- Développement de l'industrie et de l'artisanat.
- Mise en place des bases d'une économie d'auto-suffisance.
- Contrôle du commerce.
- Développement et amélioration des transports publics.
- Une politique de progrès social visant l'élimination de la mentalité d'assisté.
- Une culture réunionnaise progressiste où le créole aura le statut de langue officielle.
- Un régime politique où le pouvoir est dans les mains des travailleurs.
- Faire de la Réunion indépendante un pays non-aligné, souverain, membre de l'OUA et du mouvement des pays non-alignés.

Le MPLR se donne ainsi pour tâche de renforcer la conscience et l'organisation du peuple réunionnais pour chasser l'impérialisme français de son pays et construire une Réunion libre, indépendante, souveraine, en marche vers le socialisme.

Qu'il soit assuré de notre solidarité active dans son combat !

Après la marche des femmes

L'ordre des médecins change de ton

AU lendemain de l'importante manifestation des femmes (samedi dernier à Paris), le professeur Lortat Jacob, président de l'Ordre des médecins, a exposé dans une interview au *Monde* les positions de l'Ordre sur la question de l'avortement. Changement sensible d'orientation d'une institution jusqu'ici active dans la croisade anti-avortement. Qu'on en juge : le professeur a reconnu que la loi Veil (violemment combattue par l'Ordre en 1974) a permis une amélioration sanitaire, que l'opposition de chefs de service avait entravé l'application de la loi... Il a indiqué que la gratuité de l'avortement doit être encouragée pour les femmes les plus démunies et

que les médecins devaient appliquer la loi... Net changement donc, on le voit !

Parmi les réactions à la suite de la marche du 6 octobre, on peut noter celle des femmes membres du Parti communiste français regroupées autour du journal *Elles voient rouge*. Elles dénoncent vivement le commentaire paru dans *L'Humanité* du lundi 8 octobre (commentaire d'ailleurs réduit à quelques lignes en bas d'une page intérieure). Elles jugent ce commentaire « quasi difamatoire et méprisant ». Voici quelques extraits de leur protestation.

« Il n'est pas vrai que "le nombre des participantes étaient loin de l'objectif que s'était fixé les organisatrices", bien au contraire

(...). Il est tout à fait faux de dire que les mots d'ordre ne remettaient pas en cause le gouvernement. (...) Non seulement nous réclamons des crédits, le remboursement par la Sécurité sociale, mais en voulant l'avortement libre et gratuit pour les femmes sans distinction de nationalité et d'âge, nous réclamons pour toutes la libre disposition de notre corps. Ceci remet en cause le gouvernement d'une manière plus radicale que ne le font les objectifs énoncés dans *L'Humanité* ».

Elles indiquent de plus que de nombreuses femmes membres du PCF sont venues à la manifestation « désapprouvant ainsi la position de notre Parti sur cette marche ».



Photo Bob Regard

PATRONAT

Ceyrac se plaint de « violences »

LORS de son entretien avec Barre, Ceyrac, patron du CNPF, s'est plaint « des violences » commises contre les organisations patronales.

Figurez-vous que les

« violences dans les entreprises » font que les chefs d'entreprise travaillent dans des « conditions d'insécurité ». Les malheureux ! Pour Ceyrac, dans ces conditions, un patron qui fonce sur un piquet de grève, qui écrase un militant, c'est du « ré-

flexe personnel de défense » ! C'est purement et simplement un encouragement aux patrons pour qu'ils poursuivent dans ce sens.

Quant aux occupations, quant à ce qu'il appelle « agression contre les organisations patronales, contre les personnes », il trouve cela intolérable. C'est une menace tout à fait claire contre les travailleurs qui se battent.

Au moment où un militant est emprisonné à Rouen depuis plus d'une semaine pour une diffusion de tracts, au moment où à Belfort des dizaines d'ouvriers vont être jugés parce qu'avec la grande masse des autres travailleurs dans leur entreprise, ils luttent pour leurs revendications, au moment où la répression antisyndicale s'étend, on voit que cette menace est une réalité déjà quotidienne.

Quant aux travailleurs qui paient par centaines, par milliers, de leur vie, de leur santé, l'insécurité dans laquelle les placent les conditions de travail aggravées, n'auraient-ils pas le droit de trouver « intolérable » leur situation, les propos et les actes du patronat ?

Grève reconduite à l'Alsthom-Belfort

Un conflit qui prend une dimension nationale

ALSTHOM à Belfort : avec ses 7 500 travailleurs, c'est bien sûr la plus grosse entreprise de Belfort. C'est les locomotives pour trains à grandes vitesses, les turboalternateurs pour tous usages. Technique de pointe, secteur de pointe dans le redéploiement giscardien, en pointe dans l'exportation avec ses énormes contrats passés avec l'Iran, avec la Corée, ou tout récemment avec la Chine...

Alsthom-Belfort, c'est aussi la grève, depuis le 26 septembre, deux jours avant les « cérémonies » du centenaire — médailles et menus cadeaux pour les travailleurs, buffet monstre pour les clients, avec Poniowski pour représenter Giscard. C'est la grève avec occupation, avec une très large unité, de puissantes manifestations et des meetings,

pour de meilleurs salaires, pour de meilleures conditions de travail : 5e semaine, 13e mois, réduction d'horaires...

Car à l'Alsthom, les affaires vont bien, mais pour les travailleurs, ce sont les salaires qui stagnent, les départs non remplacés, la direction qui serre la vis... Les milliards dépensés pour préparer fastueusement le centenaire alors que la direction repoussait toujours les revendications, c'était trop !

Les cérémonies n'ont pas eu lieu. Le centenaire, ce sont les travailleurs qui l'ont fait !

Ce sont les grévistes qui ont accueilli le 1er octobre la délégation chinoise venue signer un important contrat (la délégation transmettra aux travailleurs chinois les salutations des travailleurs de l'Alsthom en lutte).

L'Alsthom-Belfort, c'est aujourd'hui le plus important conflit où la classe ouvrière affronte le patronat.

Il faut bien sûr, soutenir et populariser cette lutte dont l'unité et le caractère offensif sont d'ailleurs remarquables.

L'adversaire est puissant. En traduisant en justice 68 travailleurs (pour soi-disant entrave à la liberté du travail, jugement qui a d'ailleurs été reporté d'un jour), il montre qu'il est prêt à utiliser tous les moyens dont il dispose.

L'enjeu est d'importance et concerne l'ensemble des travailleurs : un succès à l'Alsthom-Belfort serait un succès pour tous et renforcerait la capacité et la confiance de tous les travailleurs pour résister à la politique antisociale et antipopulaire du gouvernement et du patronat.

G. C.

ALSTHOM (BELFORT)

12e jour de grève

UNE assemblée générale a eu lieu à l'Alsthom occupée, regroupant plusieurs milliers de personnes. Après 18 heures de négociations ce week-end, la direction a proposé :

1) Pour les congés d'ancienneté : un jour pour dix ans de présence, deux jours pour quinze ans, trois jours pour vingt ans de présence. Les ouvriers avaient un jour par tranche de dix ans, il y avait un jour pour vingt ans actuellement. Ils réclament un jour par tranche de cinq ans.

2) Deux jours de congé par an pour soigner les enfants malades. Même si on ne a dix et même si c'est

le père qui veut les soigner.

3) Une prime « exceptionnelle » de 300 F en octobre 1979 à l'occasion du centenaire !

4) Une augmentation de 70 F égale pour tous ;
5) Une prime annuelle de 300 F quand les circonstances le permettront ! Alors que tous les travailleurs se battent pour le 13e mois. Et enfin pour couronner le tout : récupération promise des heures de grève...

Il faut dire que les salaires du groupe Alsthom-Belfort sont moins élevés que ceux du groupe Alsthom-Le Bourget, la Courneuve et St-Nazaire.

Explication du patron : Le Bourget, c'est parce que la région parisienne, c'est la

région parisienne, la navale, c'est parce que c'est la tradition ; et à Marseille, les salaires sont plus bas, mais ils ont déjà le soleil !

L'orateur de la CGT a ajouté devant les travailleurs : « et à Belfort, il fait froid, alors les salaires sont gelés ! »

Les trois syndicats CGT, CFDT et FO appellent à continuer la grève. FO a proposé de l'élargir à tout le groupe Alsthom. Seule la CGC qui a participé jusqu'à présent appelle à reprendre le travail.

Lundi 8 octobre dans la soirée, les grévistes ont voté à 60 % la continuation de la grève, avec occupation, dans l'enthousiasme !

Français-immigrés solidaires

Suite de la page 1

Quelle que soit l'issue du débat parlementaire, il est certain que les mesures qu'il comporte, déjà appliquées, risquent de continuer de l'être. Aussi, nos deux Partis mèneront-ils une action prolongée, sous le signe de la solidarité Français-immigrés, contre toutes les mesures et exactions racistes contre les travailleurs immigrés.

« Français-immigrés solidaires » :

C'est sous le signe de cette solidarité que nos deux Partis organisent ensemble, le 26 octobre, un meeting dans la grande salle de la Mutualité à Paris.

Cette initiative marque notre volonté de s'engager pleinement et sans délai dans la bataille.

Nos deux Partis appellent tous les travailleurs à se mobiliser et à s'unir dans l'action contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro.

Ce projet raciste et anti-ouvrier doit être brisé !



Les ouvriers de Renault-véhicules-industriels (région lyonnaise) ont manifesté lundi devant l'usine de Vénissieux. A l'appel de la CGT et de la CFDT, ils protestaient contre le licenciement de quatre délégués syndicaux, licenciements autorisés par le ministre du travail.

LUTTE

A Eaton «La coupe est pleine»

St-Nazaire, correspondant

POUR les travailleurs de Eaton, « la coupe est pleine », ainsi qu'ils l'ont dit au meeting de soutien à leur lutte qui réunissait environ 500 travailleurs lundi 8 octobre à 17 heures.

Le comité de coordination CGT de la métallurgie et l'union des métaux CFDT appelaient les métallos de la région nazérienne à débrayer pour ce rassemblement.

Et c'est vrai que la coupe est pleine : le gouvernement, non content de s'attaquer aux libertés, de contrôler les médias pour passer sous silence ou pour déformer la lutte des travailleurs, utilise police et tribunaux contre ces travailleurs.

Ainsi à Eaton, vendredi 5 octobre au matin, c'est entre deux haies de flics que les non-grévistes sont entrés dans l'usine.

Le patron de Eaton, non content de vouloir licencier dix travailleurs (voir notre édition du 6-7 octobre), de-

mande aujourd'hui une onzième tête et dépose plainte devant les tribunaux contre les travailleurs ; un licencié le serait même pour s'être assis dans le fauteuil du directeur !

La direction a de plus « grands » projets, projets que les organisations syndicales qualifient justement de fascistes : non contente de vouloir détruire les organisations syndicales qui défendent les travailleurs, elle prépare la mise en place d'un syndicat-maison type CFT. Il existe déjà dans l'usine une équipe antisynicale qui se réunit régulièrement.

Ainsi, dès l'affichage le mardi 2 octobre de la liste des treize touchés par la répression patronale, ils ont été immédiatement interdits de présence dans l'usine, ils ont dû se rendre un par un chez le chef du personnel sans être accompagnés d'un délégué. Ces faits sont très graves, non seulement pour Eaton, mais pour l'avenir de St-Nazaire, car Eaton

ferait école, et pour tous les travailleurs et leurs familles.

Les travailleurs de Eaton en lutte et leurs organisations syndicales CGT et CFDT appellent à les soutenir dans leur détermination à exiger la satisfaction de leurs revendications : l'annulation des licenciements et des sanctions, l'acquittement des militants poursuivis devant les tribunaux. Ils appellent les travailleurs de la métallurgie à se mobiliser dans leurs entreprises, dans l'immédiat pour faire de la journée intersyndicale CGT-CFDT du mercredi 10 octobre un succès, à répondre au mot d'ordre lancé lors de l'arrivée de Le Theule, ministre des transports à St-Nazaire, le vendredi 12 octobre.

Mardi 9 au matin, au piquet de grève, les grévistes qui sont à plus de 50 % des ouvriers de l'usine, conscients de l'enjeu, devait distribuer un tract aux arrivants pour les gagner à leur lutte.

SYNDICAT

Les entretiens de Matignon contre l'action unie

LA semaine dernière, Barre a rencontré les différentes organisations syndicales. Cette semaine, c'est au tour de Ceyrac, représentant du CNPF d'être reçu par le premier ministre. Les résultats des entretiens entre les syndicats et le gouvernement se résument facilement : c'est non à tout ! Pourtant, ce non se voit interprété différemment selon les dirigeants des différentes centrales syndicales. Que faut-il en penser ?

Il fallait pourtant s'attendre à ce refus catégorique du premier ministre. Raymond Barre a, depuis de longs mois, développé son point de vue qui se résume à quatre idées fondamentales :

- 1) Le gouvernement refuse de se substituer aux patrons des différentes branches dans les négociations avec les syndicats.
- 2) Il n'est pas question de modifier sa politique économique.
- 3) L'augmentation des bas salaires ne doit pas entraîner l'augmentation des salaires plus élevés.
- 4) Il n'est pas question d'alourdir les charges sociales des entreprises par de nouvelles contraintes sociales, afin de préserver leur compétitivité.

En fait, la lettre du premier ministre adressée le 13 septembre aux syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FEN et à différentes organisations familiales,

avait pour objectif de soulager le gouvernement du développement de la pression sociale de la rentrée. En déclarant dans sa lettre : « La négociation s'impose dans les incertitudes du monde actuel, afin que les changements nécessaires puissent s'effectuer dans le climat de sécurité que favorisent la concertation et le dialogue », le premier ministre répond au regain de combativité qui se développe dans la classe ouvrière dès les premiers jours de septembre. Cette combativité s'est traduite dans les faits par des grèves dans différentes entreprises, sur des objectifs très larges : l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la réduction du temps de travail, les droits syndicaux.

Au cours du simulacre de négociation de la semaine dernière, en renvoyant la discussion de la réduction du temps de travail, des conventions collectives, etc. au niveau des négociations par branche, Barre cherche à gagner du temps. Il cherche par la même occasion à diviser le développement de l'action, préférant voir celle-ci s'engager branche par branche plutôt que d'affronter un puissant mouvement d'ensemble. Ainsi s'explique le prétendu refus du gouvernement de se substituer aux patrons des différentes branches dans les négociations avec les syndicats.

Il ne faut pas se laisser aller à la tentative d'établissement d'un consensus social.

C'est le sens de la lettre de Barre quand il appelle à la concertation et dialogue dans le seul but de diviser le front syndical.

Les travailleurs remarqueront la fermeté de la CGT. En déclarant : « Nous sortons les mains et les poches vides » et « c'est l'action qui compte le plus » Georges Séguy reflète la volonté de nombreux travailleurs et syndicalistes CGT comme CFDT d'opposer à la politique gouvernementale l'action unie des travailleurs.

FO, CGC, CFTC s'entendent à voir dans les propositions gouvernementales d'imaginaires aspects positifs. Ils refusent l'unité d'action syndicale, alors que la CGT et la CFDT voient leur pacte d'unité d'action résister assez bien à cette tentative de division.

Lundi, Ceyrac est allé chez le premier ministre recevoir l'appui du gouvernement pour accentuer l'exploitation des travailleurs. La nécessité de l'action unie à la base s'impose encore plus. Aujourd'hui, s'il n'y a pas lieu de refuser les négociations, il faut, plus que jamais, porter tous les efforts sur le développement de la mobilisation, pour l'action dans l'unité à la base. C'est l'action qui imposera au gouvernement la satisfaction des revendications des travailleurs.

Charles MALLOIRE

AVORTEMENT

Rassemblement à Montpellier, le 10 octobre

D'après la conférence de presse du collectif le 8 octobre 1979
Correspondant Languedoc-Roussillon

UN collectif pour le droit à la contraception et à l'avortement libre et gratuit existe à Montpellier comme dans de nombreuses villes de France. La première réunion s'est tenue le 7 mars 1979 (veille de la journée internationale des femmes, le 8 mars) et depuis il développe un travail d'information et d'agitation. Un moment important de ce travail a été

les assises qu'il a tenues en juin 1979.

De nombreuses organisations participent à ce collectif mais on note l'absence du PCF qui n'est jamais venu aux réunions et de l'union locale CGT qui refuse de siéger aux côtés « d'organisations non représentatives de la classe ouvrière ».

Après la manifestation du 6 octobre à Paris (50 000 femmes environ) pour laquelle le collectif regrette la non-mixité, le collectif de Montpellier appelle les hommes et les femmes à venir manifester mercredi 10 octobre 1979 à 18 heures au Peyrou

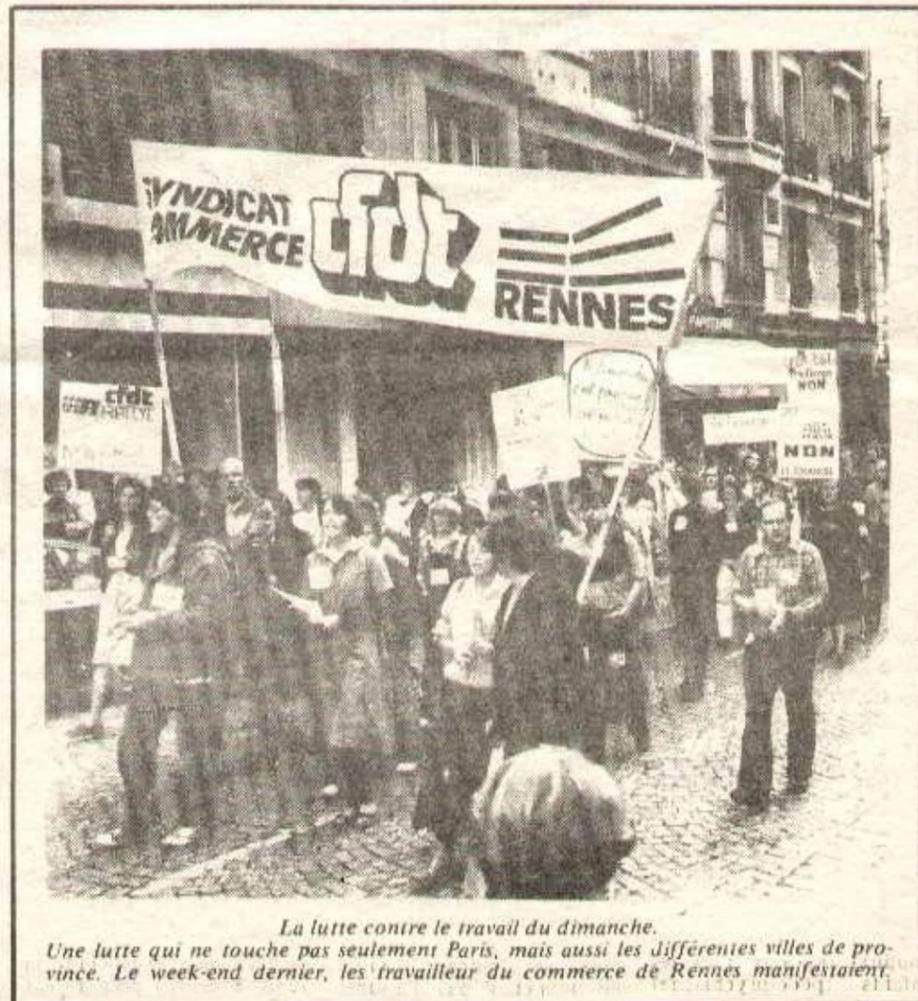
(Montpellier). Pour :

- La contraception et l'avortement libres et remboursés pour toutes ;
- L'abrogation de la loi de 1920 et de tous les articles restrictifs vis-à-vis de ces droits ;
- Le développement des moyens permettant à la femme d'avoir un enfant quand elle le veut, si elle le veut.

Ajoutons enfin que le collectif participera avec l'ensemble des collectifs à la manifestation nationale qui se tiendra le samedi précédent les débats parlementaires sur la loi Veil.



La manifestation du 6 octobre à Paris.



La lutte contre le travail du dimanche. Une lutte qui ne touche pas seulement Paris, mais aussi les différentes villes de province. Le week-end dernier, les travailleurs du commerce de Rennes manifestent.

JOURNEE D'ACTION DES HOPITAUX

A Orléans, cette grève de jeudi, on s'en souviendra

DOrléans, correspondant
 DEPUIS les vacances, les coups pleuvent au CHRO (Centre hospitalier régional d'Orléans). La semaine d'action CGT-CFDT du 1er au 6 octobre a été le moyen de démontrer la volonté des hospitaliers de ne pas accepter les attaques graves portées à la santé. 325 licenciements, des menaces de 300 suppressions de lits, les conditions de travail qui s'aggravent de jour en jour... Non cela ne peut plus durer !

Mercredi 3 octobre, un tract a été distribué dans les services appelant à la grève jeudi. Prise de cours, la direction n'a pas le temps de faire des réquisitions.

Jeudi matin 4 octobre, le personnel des cinq établissements se retrouve à Orléans pour tenir une assemblée générale. Plus de 200 personnes s'y sont rendues, malgré la lettre d'intimidation de la direction.

Certains services sont au grand complet : ASH, (agents de service hospitaliers) aides-soignants, infirmières. Il ne manque plus que la surveillante restée seule dans le service et qui devra se faire aider de la surveillante générale pour faire les lits. Aux cuisines de la Source, le personnel menace de partir entièrement du service s'il y a des retenues de salaire la direction recule et dit qu'ils n'en auront pas.

Aux cuisines d'Orléans, c'est la menace du chef d'avoir la journée entière de supprimée si on s'absente plus d'un quart du service, (c'est l'application de la circulaire Chirac sur le service fait) qui a décidé tout le monde à quitter le service : « Si on accepte ça, on ne pourra même plus aller à une assemblée générale ».

L'ambiance est à la lutte. Rapidement, on décide d'occuper la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS). Plus de 250 personnes sont au rendez-vous avec d'autres travailleurs de la santé ou du secteur social de l'agglomération.



Grève au Centre hospitalier régional (CHR) d'Orléans. Le 4 octobre 1979, pendant l'assemblée générale.

Le directeur de la DDASS, se rappelant sans doute trop l'occupation de l'année dernière, accepte tout de suite une délégation dans son bureau.

A 14 h, les locaux syndicaux sont pleins de monde : c'est qu'on prépare les panneaux d'explication sur ce qui se passe à l'hôpital, des tracts sont tirés, mais il faut que la population soit au courant, elle est directement concernée.

17 heures, direction la préfecture. Une « chance » : il pleut à torrent, le plan-ton ne nous voit pas. On s'engouffre tous dans la préfecture. Il faut savoir qu'à notre connaissance, c'est la première fois que des travailleurs en lutte réussissent à entrer en nombre

à la préfecture. D'habitude, les grilles sont fermées et le traditionnel cordon de flics est là pour vous accueillir.

Les flics de service sont paniqués : « Descendez, vous n'avez pas le droit ». Un commandant et un inspecteur de police arrivent : « C'est qu'on devient de plus en plus rapide, ça devient dur la répression », leur lance une personne. Bien entendu, le préfet n'est pas là. Une lettre lui est remise et une demande d'entrevue est réclamée.

Du bilan de cette journée, on peut dire qu'il est positif. Tout d'abord, cette grève s'est menée comme les travailleurs la voulaient : dans l'unité syndicale, sans esprit de boutique de part et d'autre, dans une volonté

commune de se battre. L'unité se retrouvait également par la composition des grévistes, toutes les catégories de personnel étaient représentées : tutulaires, temporaires, administratifs, ouvriers, soignants, infirmières et infirmiers, ce qui n'est pas toujours le cas.

Cette grève a plu aux hospitaliers. Ils attendaient une grève des hôpitaux de toute la France. Alors que d'habitude, les grèves de 24 heures sont plutôt boudées, cette grève a été le moyen de développer la mobilisation qui s'amorce.

Beaucoup de gens qui ne sont pas là d'habitude étaient là. Même l'après-midi, beaucoup plus calme en général, était animée et beaucoup étaient présents : pour confectionner les panneaux, à l'intersyndicale, dans les actions.

En hôpital, la grève pose problème quant à son efficacité. Il faut tenir compte des malades, la population est la première concernée par les attaques contre le droit à la santé. C'est d'ailleurs vers eux que veulent se diriger les hospitaliers : mobilisation à l'intérieur pour aller vers une sensibilisation des problèmes vers l'extérieur. D'ailleurs, des actions en direction de la population sont prévues sous peu.

Cette grève de jeudi, on s'en souviendra. Elle a permis de franchir un pas dans la mobilisation du personnel, nécessaire pour contrer les attaques sans précédent dans la santé.

La lutte s'organise au centre hospitalier de Laval

Le samedi 6 octobre, une délégation de la section de Laval du PCML est allée apporter son soutien à la lutte des travailleurs du centre hospitalier. Elle a rencontré les délégués CGT et CFDT qui ont rappelé leurs revendications :

- Approbation du budget supplémentaire pour l'année 1979 permettant le fonctionnement des services ;
- Ouverture immédiate de l'hôpital de jour pour les enfants (pédo-psychiatrie)

prevu initialement pour mai 1979 :

- Création d'au moins 40 postes pour l'année 1980, indispensables au bon fonctionnement de l'hôpital ;
- Titularisation du personnel auxiliaire.

Les délégués ont précisé qu'il n'y avait pas de licenciements prévus, mais que, contrairement aux années passées, un tout petit nombre d'embauches a été réalisé à la rentrée. De plus, le budget primitif ne permettra pas d'assurer

toute la paie de décembre. La détermination des grévistes est très grande et 90 % du personnel participent à l'action commencée le 4 octobre pour une durée indéterminée.

Toute la journée, un piquet de grève, bien charpenté barre l'entrée.

Chaque jour, une assemblée générale qui regroupe de très nombreux syndiqués décide des formes à donner à l'action.

L'assemblée générale du lundi 8 devrait prendre des

décisions sur l'organisation du travail, car les travailleurs ne veulent pas que les malades puissent pâtir de leur action. A Laval, le soutien de la population est sans réserve. En quelques jours, près de 1 500 signatures ont été recueillies sur une pétition.

Les ouvriers de la Seh Salmson, en grève eux aussi, ont apporté leur soutien.

Les délégués syndicaux nous ont dit qu'ils souhaitent très vivement une coordination des luttes hospitalières. Ils savent que c'est aussi une idée propo-

sée dans d'autres établissements.

Ils souhaitent également un rassemblement de délégations au ministère de la Santé.

Sur place, les grévistes pensent à une action commune avec les travailleurs de la Sécurité sociale et, pourquoi pas, avec les travailleurs de Sainte Elisabeth, une clinique privée de Laval où une grande partie du personnel doit être licencié.

Avec le personnel de la santé, nous disons non au démantèlement de la santé.

FOUGEROLLES (BRETAGNE)

Cinq semaines de grève

LES 54 travailleurs du dépôt de Fougerolle (Bretagne) sont en grève depuis cinq semaines contre la fermeture de l'usine et contre les licenciements. Pour développer le soutien actif et financier, l'union locale de Bretagne CFDT a proposé à l'union locale CGT de créer un comité de soutien.

Devant le refus de celle-ci, la CFDT a maintenu sa position et a envoyé une invitation à toutes les organisations concernées de la ville. A cette réunion, le PCF était absent et la CGT a développé son argument contre : « le comité de soutien est un carcan qui paralyse l'action et il n'est pas possible que la CGT s'attelle à un comité de soutien où seule la division régnerait ». La CFDT a rappelé sa position concernant le comité de soutien : « Il ne doit que soutenir les propositions faites par les travailleurs en lutte et leurs organisations syndicales ».

Le comité de soutien aux travailleurs en lutte de Fougerolle s'est donc créé, regroupant les militants de l'union locale CFDT, de l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés), du PS, du PSU, du MRG et du PCML. Pour maintenir l'unité d'action, la CFDT s'est engagée à respecter tous ses engagements d'action unitaire avec la CGT.

C'est comme cela que pendant ce week-end, toute une série d'actions communes ont été organisées. Vendredi 5 octobre, devant le tribunal d'Evry, plus de 70 personnes, 40 travailleurs de Fougerolle, une délégation des diverses organisations syndicales et politiques CGT, CFDT, PCF, PS, PCML.

Les avocats de la CGT et de la CFDT ont plaidé pour obtenir l'incompétence du tribunal et la nomination d'un médiateur auprès de la société Fougerolle. Le président du tribunal a reporté son jugement au vendredi prochain évitant ainsi l'expulsion immédiate des travailleurs du chantier.

Vendredi 5 octobre dans l'après-midi, le premier salaire de soutien a été distribué aux travailleurs en grève. Samedi 6 octobre dans l'après-midi, un tournoi de pétanque au profit des grévistes a été organisé par les deux unions locales CGT et CFDT. Samedi 6 et dimanche 7 octobre, diverses collectes ont été organisées dans la ville (devant une grande surface : 570 F, devant les sorties des messes plus de 1 500 F, au stand CGT-CFDT dans le cadre du carrefour des associations, organisées par l'actif comité).

Il est regrettable que le PCF fasse cavalier seul avec la CGT en ignorant totalement les autres organisations syndicales et politiques. La CGT vient de diffuser un tract attaquant la CFDT et le comité de soutien. La réaction des travailleurs de Fougerolle a été très hostile à une telle attitude.

CADOUX A SAINT-PIERRE-DES CORPS

Manifestation antirépression dans le centre de Tours

CADOUX à St-Pierre-des-Corps c'est en quelque sorte, une annexe de la SNCF. La SNCF, depuis très longtemps, lui confie des voitures à entretenir, à réparer. Les locaux sont plutôt petits et le matériel âgé. Dans son état actuel, Cadoux ne peut traiter les voitures « corail » trop longues.

D'où deux solutions :
— Donner les voitures « corail » ailleurs, réduire les activités de Cadoux, licencier, puis fermer à plus ou moins long terme ; c'est la solution que semble avoir choisie la SNCF.

La deuxième solution c'est : agrandir Cadoux — c'est possible de racheter une usine vide voisine — et moderniser. Ensuite, on peut continuer à traiter les voitures SNCF dont les corail. Cette solution a été choisie par les travailleurs et leur section CGT.

Début 1979, l'affaire Cadoux est à l'ordre du jour. La lutte des Cadoux, de leur section CGT pour défendre l'emploi se poursuit, longue et difficile.

Depuis le début, elle bénéficie du soutien du PCF. Le PCF a une cellule chez Cadoux et tient la mairie de St-Pierre, ancienne ville cheminot rouge depuis longtemps.

Une certaine monopolisation de la lutte par le PCF a empêché une solidarité de plus grande qualité de la classe ouvrière tourangelle. Le 5 mai 1979, une journée portes ouvertes est organisée par la CGT et le PCF chez Cadoux. Il y a information de la population, démonstrations de la valeur du projet de modernisation et d'agrandissement...

Suite à cette journée portes ouvertes, quatre militants de chez Cadoux, deux PCF et deux de la CGT, étaient assignés par la direction pour « violation du droit de propriété ». Ils devaient comparaître au tribunal le mercredi 3 octobre. Une manifestation unitaire CGT-CFDT-FO-FEN a eu lieu regroupant plus de 1 000 personnes. Elle a parcouru pendant environ trois heures le centre-ville.

Elle réclamait la relaxe des quatre militants, rappelait la lutte pour l'emploi en Touraine, le non-démantèlement de la SNCF. Le procès a été remis au 28 novembre à la demande de la défense.

La veille, une manifestation exclusivement PCF avait eu lieu regroupant 300 personnes. Nous regrettons qu'une riposte politique unitaire n'ait pu se faire en ces circonstances.

Le soutien du PCML

Cellule de Tours du Parti communiste marxiste-léniniste
Adresse postale : l'Humanité rouge
BP 118 37021 Tours Cédex.

Chers camarades,

La cellule de Tours du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

— renouvelle l'expression de son soutien à la lutte contre tout licenciement et pour l'emploi des travailleurs de Cadoux et de leurs organisations syndicales.

— Salue les quatre camarades militants du PCF et de la CGT, assignés devant la justice capitaliste et exige leur relaxe.

— Estime que face aux attaques concertées du patronat tourangeau, privé et public, contre les travailleurs qui osent relever la tête ;

— contre les travailleurs qui refusent d'être surexploités, puis jetés au chômage, à la misère ;

— contre les délégués et les organisations syndicales et politiques qu'ils ont édifiées pour et dans leurs luttes ;

Sont plus que jamais d'actualité les mots d'ordre :

- Tous pour un, un pour tous.
- Luttons classe contre classe.
- Classe ouvrière contre classe bourgeoise.
- Unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.
- Unité à la base et dans l'action.

Nous regrettons que pour des raisons étrangères aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière tourangelle, une riposte politique unitaire n'ait pas lieu.

Nous apportons notre soutien à la manifestation organisée le 3 par les organisations syndicales.

Salutations communistes.

LYCEE

Répression antisyndicale au Kremlin Bicêtre

DEPUIS vendredi 5 octobre, le personnel (agents et professeurs) et les élèves du lycée Darius Milhaud et du LEP Erik Satie à Kremlin-Bicêtre sont en grève pour la réintégration de leur collègue M. Rodriguez, agent OP stagiaire, responsable CGT des agents du lycée. Que reproche-t-on à M. Rodriguez ?

D'être rentré sans frapper dans le bureau de M. le proviseur pour y déposer des revendications syndicales, de manquer d'initiative et d'ardeur au travail, d'avoir bu au mois de juillet (!!) une ou deux tasses de café pendant le travail, d'avoir eu deux ou trois retards, par ailleurs largement rattrapés, une absence par ailleurs justifiée par un certificat médical.

Prétextes fallacieux !
Ce que l'on reproche en réalité à M. Rodriguez, c'est d'avoir défendu en tant que responsable syndical les revendications des agents : obtention de blouses pour travailler, obtention du samedi après-midi pour les femmes de service afin de leur permettre d'avoir une vie de famille. Activités contre le licenciement de Mme Cabanou, agent de service au LEP.

Il s'agit là d'une atteinte scandaleuse aux libertés syndicales qui s'inscrit dans le cadre d'une politique générale de licenciements et de répression du gouvernement et du patronat visant à obtenir des travailleurs dociles pour imposer une politique d'austérité et de répression contre tous les travailleurs.

Nous ne saurions accepter que s'instaure dans l'é-

ducation nationale la pratique des interdits professionnels, c'est-à-dire l'interdiction d'être fonctionnaire sur la base d'une activité politique, syndicale ou de ses opinions.

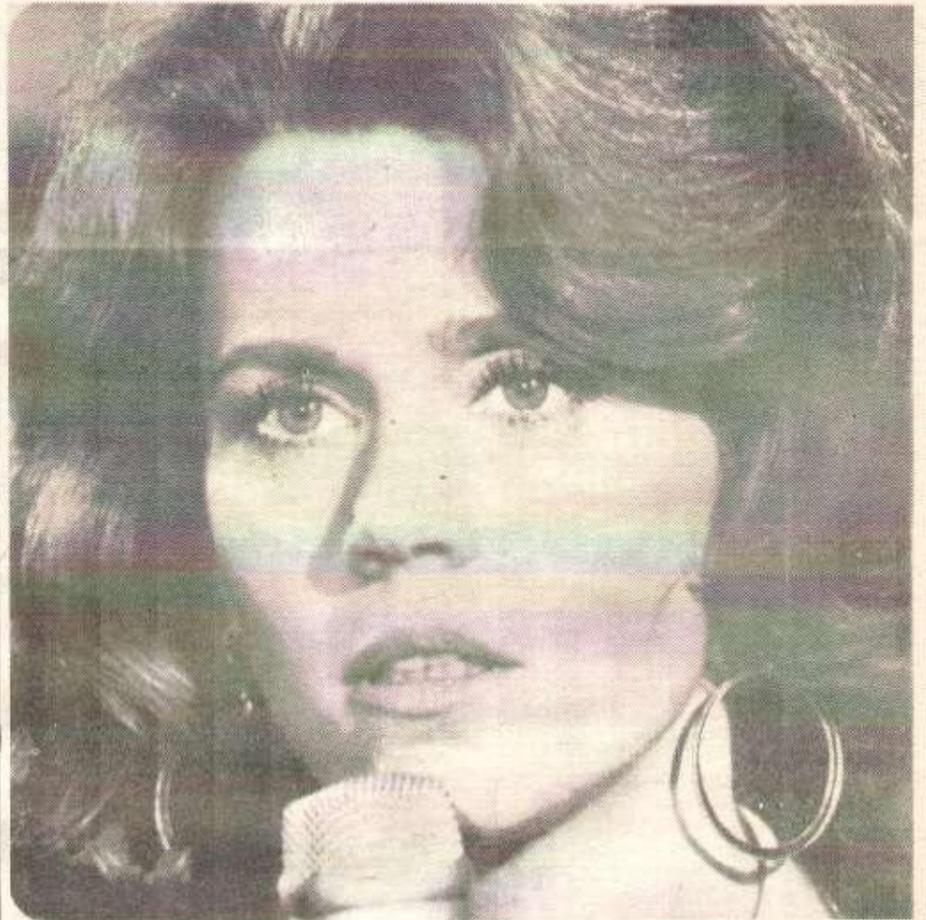
Le comité de grève appelle à soutenir sous toutes les formes, et notamment financière, jusqu'à la réintégration de leurs collègues.

Le comité de grève organisait une assemblée générale parents, lycéens, personnel lundi 7 octobre à 20 heures au lycée Darius Milhaud - 81, rue du Professeur Bergonier.

D'après le tract du comité de grève, participent : les bureaux des sections CGT, SGPEN, CFDT/SGEN, SNES, FEN, SNETAA, CGT/ SNETP du Kremlin-Bicêtre (94).

Le syndrome chinois

«La rousse et ses baleines»



Jane Fonda dans Le Syndrome chinois.

« Balance la rousse et ses baleines ! ». Mais à la surprise générale « la rousse » ne présente pas « ses » baleines mais un rassemblement contre les dangers du nucléaires. « La rousse », c'est Jane Fonda, dans le film, jeune présentatrice chargée de faire remonter les indices d'une chaîne privée de télévision aux USA. Au même moment se produit un accident dans une centrale nucléaire toute proche. La direction de la centrale et la direction de la chaîne de télévision feront tout pour empêcher l'information. Sorti aux USA, au moment de la catastrophe de Three Miles Island, le passage de ce film en France a lieu en même temps que les fissures du Tricastin et de Gravelines. Il n'en est que plus d'actualité.

DE l'anniversaire du tigre du zoo, à la baleine blanche, Kimberly Wells, appelée aussi « La rousse » par ses collègues, est cantonnée aux sujets d'agrément. Aux autres, aux hommes, plutôt, les sujets graves et sérieux ! Jusqu'au jour, où, chargée de présenter une centrale nucléaire au cours d'un reportage de routine, elle assiste à un accident. Son caméraman filme clandestinement le cœur de la centrale et le centre de commande. Elle tient une « exclusivité », elle ne la lâchera plus.

Dès lors, les éléments du film sont en place, la course poursuite peut s'engager.

Course de la journaliste pour faire la vérité. Course pour empêcher la réouverture de la centrale sans réparation. Course et bagarre comme dans les films policiers, contre les magnats du nucléaire, contre les magnats de l'information qui font le blocus.

Autant que les dangers du nucléaire, c'est le droit de savoir qui est au centre du film. En effet, les patrons de la société qui gère la centrale veulent à tout prix éviter que le public apprenne la panne survenue dans le circuit de refroidissement du réacteur. Ils veulent faire redémarrer à tout prix la centrale.

Les oublis de l'EDF

Une semaine avant la projection du film en France, EDF, maître d'œuvre des centrales nucléaires en France, a convoqué les critiques de cinéma. Ils étaient une quarantaine, à Fessenheim, pour visiter la centrale et écouter les mises au point d'EDF. Le secret qui plane autour du nucléaire serait-il percé ? Il semble bien que non puisque on a oublié de parler aux journalistes, des fissures de Gravelines et du Tricastin qui ont été révélées quinze jours plus tard par les syndicats.

Profit oblige : « je perds 492 000 dollars par jour », dit le PDG. Pour cela, il faut éviter que l'enquête n'aboutisse et que le public ne prenne connaissance des radioss montrant les fissures dans la tuyauterie.

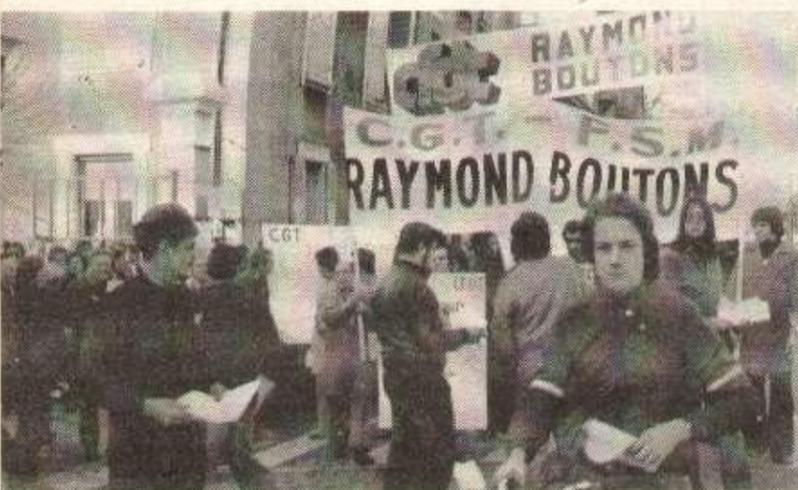
On vient à peine d'apprendre en France, l'existence de fissures dans les réacteurs du Tricastin et de Gravelines alors que les premiers défauts de ces réacteurs ont été découverts voici un an lors de l'accident de Three Miles Island. Le réalisateur du film montre bien les pressions exercées sur les journalistes par la direction de la chaîne et celles exercées par la direction de la centrale à l'égard de la chaîne TV.

Le film fait alterner les éléments de la réalité et leur reflet sur les écrans. On voit comment l'information, ce produit, est traitée, comment elle est emballée pour endormir, rassurer : « balance la rousse et les baleines ! Délaye ! Décroche ! » dit le chef du journal télévisé.

Le film est réaliste : il aurait pu être un film catastrophe ; non, il nous met face aux dangers, il démonte les mécanismes du profit qui baillonne l'information.

L'action est très bien menée. Les caractères des personnages sont nuancés : on assiste à l'évolution parallèle de Jane Fonda, la journaliste, et de Jack Lemmon, l'ingénieur, vers une prise de conscience des dangers. Rien n'est forcé même pas les deux assassinats, allusion à la disparition d'une journaliste américaine au moment où elle allait rendre public des informations sur le nucléaire. Un film nécessaire.

Léon CLADES



Raymond-Boutons : des traditions de lutte. Ici en 1977.

RAYMOND-BOUTONS (GRENOBLE)

Lutte contre les licenciements et aggravation des conditions de travail

FIN septembre, la direction propose à des ouvriers de l'atelier ADH (celui qui avait fait grève totale en avril-mai voir L'Humanité Rouge du 8 mai 1979) de passer en équipes et même en 3X8. Ils refusent les uns après les autres et la direction finit par s'attaquer au moins anciens des régulateurs qui refuse à son tour en invoquant de solides raisons familiales. La direction engage une procédure de licenciement car elle veut faire un exemple pour imposer à d'autres travailleurs la modification forcée de leur contrat de travail.

Les syndicats, CGT et CFDT unis, organisent la riposte : trois débrayages dans la semaine du 1er au 5 octobre, au total 2 h 30 de grève et ils en appellent à l'inspection du travail.

Suite à la mobilisation, la direction doit accepter de donner un délai d'une semaine de réflexion au régulateur. Mais que se cache-t-il derrière tout ça ?

La direction a de grosses commandes d'automobiles et veut rentabiliser ses machines. Il faut absolument que l'ADH accepte de faire des horaires postés. Pour cela, il faut forcer la résistance des travailleurs, car ceux-ci n'aiment pas les 2X8 et les 3X8 qui perturbent leur vie familiale et leur santé. Travailler en équipes, c'est une aggravation de leurs conditions de travail. Aussi les travailleurs et leurs syndicats restent-ils mobilisés pour imposer :

- Le refus du licenciement ;
- Le refus de modifications forcées des conditions de travail ;
- Des diminutions d'horaires pour les équipiers (35 heures) ;
- Les embauches pour supprimer les surcharges de travail.

Echos de la région tourangelle

CHOMAGE : en Indre-et-Loire, à la fin août, il y avait 11 176 chômeurs officiels (dont 6 527 femmes). L'augmentation est de 6,9% par rapport à la fin juillet, contre 3,7% au niveau national. Pour la CGT, le nombre de chômeurs est supérieur à 15 000 sur une population active de 160 000. Et l'UIS-CFDT dénonce des pressions exercées sur des chômeurs aux fins de manipulations statistiques. Une mi-

norité d'agents de l'ANPE ayant tendance à forcer l'acceptation d'emplois saisonniers, en parlant de sanctions. Ils parlent de radiation du chômage en cas de refus.

Aux établissements Voyer (SIEV), 72 travailleurs viennent d'être licenciés. Les menaces de licenciements planent chez Cogeco, SKF, Franck Ollivier, Schmidt, dans le bâtiment. Au CHU (Centre hospitalo-universitaire), les auxiliaires sont menacés et le recrutement d'élèves-infirmiers en psychiatrie est bloqué.

Dans le Chinonais, cela va un peu mieux, façon de parler, vous allez voir pourquoi. Dans le premier semestre 1980, il va y avoir des créations d'emplois. La gendarmerie va créer neuf postes, merci beaucoup. Et puis il y aura 18 militaires (9 sous-officiers d'active et 9 appelés) de plus pour veiller sur le site nucléaire en extension.

Vestil à Tours : mouvement de débrayage et grève

VESTIL est une entreprise de confection sur la zone industrielle au nord de Tours. Elle compte 230 employés dont 200 femmes.

Elles produisent au rendement costumes d'hommes et pantalons. Les revendications principales sont : amélioration des conditions de travail, 20 minutes payées de pause déduites du rendement, 2 500 F nets mensuels minima, 13e mois.

Le lundi 1er octobre, a eu lieu un débrayage de deux heures, la direction refuse les revendications : mercredi 3 octobre, grève à 70% des mécaniciennes. La direction ne cède toujours pas. Le travail reprend le 4. Une ouvrière est mise à pied. La lutte continue sous forme de débrayage. La CFDT est présente sur l'entreprise. La lutte est difficile, mais un encouragement vient de leurs collègues de Paris. En effet, dans son autre usine parisienne, le patron a dû céder récemment, après un conflit, 50 centimes d'augmentation de l'heure.

Béton contrôlé de Touraine : grève des chauffeurs

LES onze chauffeurs de l'entreprise de Tours Béton, contrôlée de Touraine, (zone industrielle du Menneçon, au Sud-Ouest) se sont mis en grève le 28 septembre pour 10% d'augmentation sur leur salaire de base.

Actuellement, pour trois ans d'ancienneté et 47 h et demi de travail par semaine, le salaire de base est de 2 536 F. Sur les mêmes revendications leurs collègues des annexes de Dange et Loudun (Vienne) et de Château-du-Loir (Sarthe) les ont rejoints dans la grève.

CHU de Tours : Grève administrative du Centre d'IVG

LE 26 septembre, au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tours, tous les médecins vacataires, solidaires, étaient en grève administrative. Ils ont pratiqué huit avortement pour lesquels ils n'ont pas donné les informations permettant la facturation par l'hôpital.

La goutte d'eau qui fit déborder le vase fut « une décision arbitraire de l'administration qui a nommé dans le service une infirmière sans les consulter selon les conditions prévues en commun ».

- Cela s'ajoutait à :
- Des conditions de fonctionnement du centre depuis trop longtemps insatisfaisantes (équipement, locaux...);
 - Un manque de possibilités de prise en compte des problèmes globaux de l'avortement ;
 - Un refus de l'administration du CHU de prendre en compte l'originalité du centre ;
 - Un refus d'être considéré comme un simple avortoir, intéressant budgétairement ;
 - Une volonté de pouvoir faire aussi de la contraception.

Tours : mouvement de grève aux PTT

MOUVEMENTS de grève prévus les 8 et 9 octobre dans différents services des PTT à Tours. Elles concernent : le transbordement jour-gare ; l'inter-service de nuit (téléphone manuel) ; les renseignements. Les travailleurs des PTT réclament des effectifs, des aménagements et réduction d'horaire, le respect d'engagements pris par la direction.

Alors qu'il manque déjà 500 agents PTT en Indre-et-Loire, ils refusent l'augmentation des cadences de travail et les suppressions de postes prévus par les rapports Ripert et Nora.

Grève des conducteurs de bus de Valence

DEPUIS le début des congés, les conducteurs de cars de la CTAV (la société de bus de Valence) ont vu leurs conditions de travail se dégrader. Avec des journées interminables pour deux jours de repos toutes les six semaines, sur 58 services, ils avaient jusqu'à 34 coupures dont deux ou trois seulement étaient payées, celles au-delà de 40 minutes. Donc un temps de présence important et impayé.

Ils sont entrés en grève depuis le 1er septembre avec leur syndicat unique CGT ; en face d'eux la municipalité de Valence (socialiste) et la Transexer (groupe Empain-Schneider), qui gère les réseaux de transport dans les communes. Les grévistes réclament deux jours de repos par semaine, 35 heures de conduite sur 40 heures et augmentation des salaires.

Depuis fin septembre, ils bloquent les bus avec un piquet de grève et la direction a dû avancer d'une journée la réunion de négociation au lundi 8 octobre.

BLOC-NOTES

LE BIMENSUEL No 63
Un numéro de grande diffusion

Le prochain bimensuel 63 qui sortira le 16 octobre comprendra un dossier d'actualité brûlante : « La Chine d'aujourd'hui ». Henri Jour, rédacteur en chef du bimensuel, qui faisait partie d'une délégation de journalistes en Chine s'entretiendra avec Jean Schubert des questions brûlantes : démocratisation, changement de ligne, démocratie, etc.

Un numéro à diffuser largement !
Passez dès maintenant vos commandes à l'administration du journal.

ENSEMBLE REUNIS A PARIS
VENUS DE L'EXIL ET DE PALESTINE OCCUPEE
DES ENFANTS PALESTINIENS
SE RENCONTRENT

Dimanche 14 Octobre
MUTUALITE 14H

Spectacles de chants et danses de Palestine. Avec la participation de Djamel Allam, Carlos Andreu, Claude Antonini, Pierre Dieghi, Hedi Guella, Colette Magny, avec Joëlle Léandre et Anne-Marie Sijal, Catherine Ribero.

PARIS

« Pépé » par le Théâtre de l'Aquarium

Le Théâtre de l'Aquarium reprend les représentations de « Pépé » du 28 septembre au 2 décembre. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Le dimanche à 16 heures à la Cartoucherie de Vincennes - 75012 Paris. Réservation : 374 99 61.

Préparation du calendrier 1980

Pour préparer le calendrier 1980, nous avons besoin de photos, dessins, peintures (de préférence des photos) ayant pour thème des portraits. Portraits de femmes, d'hommes, de vieux, de jeunes ou d'enfants, d'immigrés... pris dans leur activités quotidiennes, travail, de tous les jours, loisirs, en ville ou à la campagne, sous la forme de gros plans, de scènes typiques ou originales. Documents personnels anciens ou récents.

Sur le plan technique, utiliser le format minimum de 18 X 24 centimètres. Envoyer les épreuves le plus rapidement possible au journal (BP 201 75926 Paris Cédex 19) en spécifiant « Pour le calendrier 1980 » et au plus tard le mardi 16 octobre.

N'omettez pas de joindre vos nom, prénom et adresse. Si vous ne voulez pas que votre nom apparaisse, indiquez-le. Les envois qui seront retenus recevront en cadeau un abonnement d'un an au bimensuel.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris Cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

La révolution chinoise depuis 1949

L'histoire de ces 30 dernières années en Chine, au cours desquelles le peuple chinois a, par sa lutte, obtenu des succès sans précédent, constitue un processus très complexe. Sur nombre d'événements qui ont jalonné cette période, sur nombre de questions qu'elle a ouvertes, le Parti Communiste chinois lui-même n'a

pas encore porté un jugement définitif.

Aussi, en évoquant ici l'histoire de la République populaire de Chine, nous entendons seulement rappeler certains traits marquants de cette période, fournir certains points de repère.

POINTS DE REPERE CHRONOLOGIQUES (suite)

1968 : Les «Comités révolutionnaires» qui se veulent inspirés de la Commune de Paris se généralisent dans le pays. Comme cela se faisait déjà dans l'armée, des stages d'étude de la pensée Mao Zedong sont organisés dans tout le pays en utilisant les citations choisies par Lin Biao («petit livre rouge»).

Alors qu'une nouvelle flambée de violence entre groupes rivaux éclate à l'université de Pékin, le Parti communiste mettant en avant les dangers du factionnisme, envoie des équipes ouvrières désarmées, à l'université, dans les administrations pour arrêter les affrontements.

Au même moment sont créées les écoles du 7 mai destinées à «la rééducation des cadres». Des dizaines de milliers de cadres vont y être envoyés.

En octobre, Liu Shaoqi, dénoncé nommément depuis plus d'un an sur des affiches murales et dans la presse comme «principal responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste» est destitué de toutes ses fonctions dans le Parti et l'Etat. En même temps, le CC du PCC appelle à «l'assainissement et à l'édification du Parti» qui doit «sortir renforcé de la Grande Révolution culturelle prolétarienne». Celle-ci devrait alors rapidement arriver à son terme, puisqu'elle était prévue pour durer trois ans.

1969 : La reconstruction des comités de Parti se fait assez difficilement avec beaucoup d'inégalités. Cette reconstruction est peu avancée lorsque se réunit en avril le IX^e congrès du PCC. Le rapport présenté par Lin Biao donne un «premier bilan» de la Révolution culturelle. Tandis que Lin Biao est désigné comme successeur officiel de Mao, Jiang Qing et ceux qui formeront avec elle la «bande des Quatre», parviennent à la direction du Parti. Dans le même temps, de nouveaux cadres sont promus à la direction, tel Hua Guofeng, futur président du Comité central du Parti, et futur Premier ministre, qui est élu au Comité central. Zhou Enlai et d'autres dirigeants vétérans sont confirmés à la direction du Parti.

L'année est également marquée par de nouveaux incidents de frontière déclenchés par l'URSS sur l'Oussouri.

1970 : Alors qu'on se préoccupe de la remise en marche des institutions et de l'économie, Lin Biao développe rapidement une attitude fractionniste. Défendant la «théorie du génie» qui place Mao sur un piédestal, il bafoue les normes de fonctionnement du Parti, il falsifie la pensée Mao Zedong en la réduisant à une série de formules. Lin Biao qui veut s'emparer du pouvoir, s'oppose à Mao et à la direction du Parti à la conférence de Lushan. Le 20 mai : Appel de Mao



Le 4 et 5 avril 1976, des milliers de manifestants se rassemblent place Tien An Men pour rendre hommage à Zhou Enlai et protester contre les attaques dont il est l'objet de la part des Quatre.

Zedong après le coup d'Etat fomenté au Cambodge par l'impérialisme US : «Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais». Mao affirme alors : «Aujourd'hui, dans le monde la tendance principale est à la révolution».

En décembre, Mao Zedong, recevant Edgar Snow, exprime ses réserves sur la manière dont s'est déroulée la Révolution culturelle. Il critique le culte de la personnalité dont il a été l'objet.

1971 : Sans qu'il soit nommé, la critique de Lin Biao et de ses partisans est amorcée par une campagne d'étude du marxisme, visant à remettre en cause l'utilisation frauduleuse qu'il faisait des citations du «petit livre rouge».

Alors qu'il préparait un complot contre Mao Zedong, Lin Biao disparaît en septembre.

Octobre : Ayant établi des relations diplomatiques avec des dizaines de pays, la Chine, récupérée après plus de vingt ans d'absence son siège légitime à l'ONU. Il s'agit d'une défaite cinglante pour l'impérialisme américain, elle est fêtée comme une victoire du Tiers Monde. Contraint d'entamer le processus de reconnaissance de la République populaire de Chine, Nixon se rendra à Beijing en mars 1972.

1972 : L'année 1972 est marquée par une volonté de rectification et de réajustement. Il s'agit de rétablir le fonctionnement et l'autorité du Parti, de procéder à la reconstitution des organismes d'Etat et des organisations de masse.

La critique de Lin Biao se

développe sur les bases d'une critique du gauchisme : critique de l'idéalisme, de la théorie du génie critique des points de vues consistant à opposer révolution et production, à refuser tous les règlements, à dénoncer systématiquement les stimulants matériels.

1973 : La critique de Lin Biao change brusquement d'orientation. Elle devient la campagne Pi Lin Pikong, contre Lin Biao et Confucius. Lin Biao est présenté comme disciple de Confucius : c'est la tradition, le conservatisme en général qui sont alors attaqués, et non le gauchisme. Il semble en fait que cette nouvelle version de la critique de Lin Biao, soit exploitée par les Quatre, pour combattre Zhou Enlai lui-même. Ecarté pendant la Révolution culturelle, Deng Xiaoping reprend des fonctions gouvernementales et commence à seconder activement Zhou Enlai.

Août : le X^e Congrès, s'appuyant sur l'expérience des années précédentes et la lutte contre Lin Biao, définit les trois principes que chaque communiste doit observer, et les inscrit dans les statuts du PCC : «Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complots et intrigues». La lutte engagée depuis contre les Quatre et leurs conceptions a particulièrement mis en lumière l'importance et l'unité de ces trois principes. Le Congrès affirme dans le même temps : «Aller à contre-courant est un principe du marxisme-léninisme».

Le rapport au Congrès met aussi l'accent sur la nécessité de renforcer l'édification socialiste,

de prendre exemple sur Daqing et Dashaï.

Le X^e Congrès souligne le danger de guerre mondiale : «Aujourd'hui ce sont notamment les Etats-Unis et l'URSS, ces deux superpuissances nucléaires qui se disputent l'hégémonie sur le plan stratégique, le point clé de leur rivalité, c'est l'Europe».

A ce Congrès Hua Guo Feng est élu membre du Bureau Politique du PCC.

1974 : Après le X^e Congrès, les Quatre vont adopter une attitude de plus en plus fractionniste que Mao dénonce à plusieurs reprises. A travers la presse qu'ils contrôlent, les Quatre attaquent Zhou Enlai, Deng Xiaoping et les autres dirigeants.

L'Assemblée Nationale, dont la réunion a été plusieurs fois annoncée est à nouveau repoussée. Dans un discours devant l'assemblée générale de l'ONU, Deng Xiaoping souligne l'importance du mouvement politique du Tiers Monde et expose la théorie des trois mondes élaborée par Mao Zedong.

1975 : Dans son rapport devant la 4^e Assemblée nationale populaire, Zhou Enlai rappelle l'objectif des quatre modernisations avant la fin du siècle, exposé par lui dès 1964. Ce sera sa dernière allocution publique. Malade, il est progressivement remplacé par Deng Xiaoping, pour les tâches de premier ministre. En janvier Deng Xiaoping devient vice-président du Parti et membre du Comité permanent du Bureau Politique.

Pour mettre en œuvre les quatre modernisations, Deng Xiaoping organise une série de conférences nationales sur les pro-

blèmes de l'économie par secteurs de production. Il publie trois documents importants : programme général pour tout le parti, problèmes relatifs au développement industriel et projet de rapport sur le travail de l'Académie des Sciences.

Les Quatre lancent une campagne «pour la limitation du droit bourgeois», pour une «dictature intégrale sur la bourgeoisie». Par leur campagne «contre le vent déviationniste de droite», ils visent Deng Xiaoping et en particulier les documents qu'il a fait paraître sur les quatre modernisations.

En octobre, à la Conférence Nationale pour s'inspirer de Dashaï, c'est Hua Guo Feng, vice-premier ministre qui prononce le discours de bilan. Le discours prononcé par Jiang Qing ne sera pas publié.

1976 : le chute des Quatre et la lutte pour les quatre modernisations

1976 : Décès de Zhou Enlai en janvier, Hua Guo Feng est désigné pour diriger les réunions du Bureau Politique et être premier ministre par intérim. Les manifestations d'hommage à Zhou Enlai, éminent dirigeant de la révolution chinoise, sont entravées.

Mais, les 4 et 5 avril, des milliers de manifestants se réunissent place Tien An Men, à Beijing pour rendre hommage à Zhou Enlai et protester contre les attaques dont il est l'objet. Il s'agit d'une importante manifestation de résistance contre la politique d'ensemble des Quatre. Cette manifestation montre à quel point sont arrivées les contradictions entre les masses et les Quatre qui répriment sévèrement la manifestation.

Après le 5 avril, Deng Xiaoping est démis de ses fonctions. Hua Guo Feng, nommé premier vice-président du Parti, est confirmé comme premier ministre.

Le 5 septembre, Mao Zedong, le grand dirigeant du peuple chinois, meurt.

Le 6 octobre, alors que les Quatre préparent un complot, Hua Guo Feng et Ye Jianying les font arrêter sur ordre du Comité Central. Celui-ci nomme Hua Guo Feng président du CC. Il dénonce la ligne des Quatre et appelle à en développer la critique.

En décembre, deuxième conférence nationale sur Dashaï. Dans son discours, Hua Guo Feng indique les tâches pour la réalisation des quatre modernisations et la critique de la ligne des quatre.

A suivre

Article commun au Quotidien du Peuple et à L'Humanité Rouge